

# Gethin Piketty Gauche et Classes populaires

## Analyse de Thomas Piketty

**SAVE PIKETTY**

**L'Obs (site web)**

Idées, samedi 3 avril 2021 - 16:00 UTC +02:00 2641 mots

## Pourquoi la gauche ne séduit-elle plus les classes populaires ? L'analyse de Thomas Piketty

L'Obs,

**Pourquoi la gauche, qui se veut plus redistributrice, ne séduit-elle plus les classes populaires ? Peut-elle sortir de ce piège ? Pour l'économiste Thomas Piketty, qui vient de codiriger une gigantesque enquête sur les comportements électoraux, la solution passe par un virage radical.**

Un travail monumental : une équipe internationale d'une cinquantaine de chercheurs s'est attaquée à l'étude des comportements électoraux en fonction des revenus, du patrimoine, du niveau d'éducation, des origines ethniques et de la religion (« Clivages politiques et inégalités sociales », sous la direction d'Amory Gethin, Clara Martínez-Toledano et Thomas Piketty, Seuil). C'est la première fois que la question est abordée de façon aussi systématique, sur une période aussi longue (1948-2020) et dans pas moins de cinquante démocraties. En Occident, la structuration du vote en fonction des classes sociales a disparu. Dans ce processus, la gauche est devenue le parti des diplômés, ce que l'économiste Thomas Piketty a baptisé « la gauche brahmane ». Il revient pour « L'Obs » sur cette évolution et ses conséquences. L'OBS. A partir de quand les classes populaires se sont-elles détournées de la gauche ? Thomas Piketty. Pendant la période 1950-1980, dans la plupart des démocraties occidentales, le vote populaire allait vers les partis sociaux-démocrates, le vote « bourgeois » vers les partis conservateurs. Et ce, quelle que soit la mesure retenue pour définir « populaire » : niveau d'éducation, revenu, patrimoine. Les diplômés du supérieur votaient plus souvent conservateur que ceux qui avaient le bac, qui votaient plus conservateur que ceux qui avaient le brevet, et ainsi de suite. On constate cette structure dans tous ces pays, malgré les histoires politiques très différentes : le Parti démocrate aux Etats-Unis, l'ancien parti de l'esclavage devenu celui du New Deal, n'a rien à voir avec le Parti travailliste anglais, le SPD allemand ou les partis socialiste et communiste français... Une telle convergence, pendant trois ou quatre décennies, de toutes les démocraties vers une structure « classiste » du vote est unique. Progressivement, entre les années 1980 et 2000, de nouvelles fragmentations sont apparues, à la fois au sein des groupes socialement favorisés et des classes populaires. En haut de l'échelle, les plus hauts revenus ont continué à voter à droite, alors que les plus hauts diplômés sont passés à gauche. C'est ce que j'ai appelé la « gauche brahmane ». Pourquoi ce terme de « gauche brahmane » ? C'est une étiquette un peu ironique. Dans le système indien des castes, les brahmanes sont la classe intellectuelle, anciennement celle des prêtres. C'est celle des enseignants, des lettrés, par opposition aux castes marchandes (les vaishyas) ou guerrières (les kshatriyas). La gauche brahmane renvoie aux électeurs les plus diplômés qui se sont mis à voter à gauche. Je l'oppose à la « droite marchande ». Aujourd'hui, l'élite des affaires aux Etats-Unis continue à voter républicain, alors que les détenteurs d'un doctorat votent à 80 % pour les démocrates. La courbe, par rapport aux diplômes, s'est inversée. Pourtant, disait-on en France, la gauche représentait l'alliance « des ouvriers et des professeurs »... Les électors ne sont jamais parfaitement homogènes, heureusement. Il reste que dans les années 1960 et 1970, de façon massive, les électeurs les plus diplômés votaient à droite. Mauvais rêve passager ? Au sein des classes populaires, de nouveaux clivages sont aussi apparus... Oui, et sans doute en partie parce que beaucoup d'électeurs se sont sentis abandonnés par cette gauche brahmane. Cela s'est traduit par une chute de la participation électorale, dans les classes populaires, dans tous les pays occidentaux. Parmi ceux qui ont continué d'aller aux urnes, d'autres clivages sont devenus dominants, liés à des sujets comme l'immigration ou les questions raciales aux Etats-Unis. Le Parti démocrate, dans les années 1960 et 1970, attirait les classes populaires à la fois blanches et noires. Aujourd'hui, au bas de l'échelle, les Noirs (et les Latinos) votent massivement démocrate, alors que les Blancs peu diplômés ont basculé vers le Parti républicain. Et en Europe, les Blancs des classes populaires accordent plus volontiers leur vote à l'extrême droite, comme le Rassemblement national en France. La droite classique n'a-t-elle pas récupéré une partie de ces électeurs ? Soit de nouveaux partis identitaires sont apparus, comme en France, soit des courants anti-minorités se sont formés au sein des partis classiques de la droite, comme aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. En France, Les Républicains et même La République en Marche cherchent à récupérer ces électeurs en multipliant les signaux à leur intention. L'équivalence gauche = peuple, et

droite = bourgeoisie n'a pourtant toujours pas disparu dans les esprits... Oui, la première période a été si longue qu'on a fini par se dire qu'il s'agissait de la configuration « normale ». A gauche, on tente de se convaincre qu'on vit un mauvais rêve passager, qu'on va revenir à la phase antérieure. Mais ces transformations sont en réalité très profondes. Les programmes de cette « gauche brahmane » sont quand même plus redistributifs que ceux des partis conservateurs. Pourquoi ne séduisent-ils plus les classes populaires ? Il s'agit d'évolutions complexes, et je ne prétends pas qu'il existe une explication unique. Il reste que ces partis ont une grande responsabilité dans cette évolution. Ils ont beaucoup perdu en ambitions redistributrices depuis les années 1980. S'ils veulent regagner l'électorat populaire, cela suppose dans certains cas de tourner le dos de façon radicale à ce qu'ils ont fait dans le passé. De petits ajustements ne suffiront pas. Dans les années 1990, ce sont des partis de centre gauche (les démocrates sous Clinton, les travaillistes sous Blair, les sociaux-démocrates sous Schröder, les socialistes français sous Mitterrand) qui ont été le plus loin dans des réformes visant à déréguler les marchés financiers, à libérer les mouvements de capitaux sans harmonisation fiscale préalable... Dès lors, ces partis ont été perçus comme ceux des gagnants de la « mondialisation heureuse ». En France, les socialistes, déçus des politiques qu'ils avaient menées en 1981, étaient à la recherche d'une nouvelle identité politique. Ils l'ont trouvée dans le projet européen, dans la monnaie unique, mais sans prendre en compte les conséquences inégalitaires d'une Europe uniquement centrée sur les échanges de capitaux et de marchandises, alors qu'il aurait fallu mettre au préalable des mesures fiscales et sociales redistributrices. Sortir des règles européennes y a-t-il des pays dans lesquels la gauche a évité ce piège ? Pas vraiment. Cela a été un mouvement de fond, en partie lié à la chute du communisme et aux désillusions qu'elle a charriées. Le projet européen a été mené dans une idéologie propriétaire et concurrentialiste débridée. Et ce n'est pas terminé, car on a poussé le curseur très loin : ce qui se passe aujourd'hui avec EDF est la conséquence de décisions prises il y a dix ans ou vingt ans, et elle peut faire exploser l'Europe tout autant que la question des déficits publics. C'est un dossier très sensible, car on risque de casser un service public qui, dans l'esprit des Français, fonctionne bien, avec une certaine éthique, et ne génère pas des profits indus pour des actionnaires... Et au même moment, on est incapable d'agir contre les Google, Amazon et autres, qui ont un pouvoir mondial autrement plus menaçant sur les libertés individuelles et les connaissances publiques. Pour empêcher la dislocation d'EDF, il n'y a guère d'autres solutions que de sortir des règles européennes, tout en en proposant de nouvelles. Ce n'est pas parce qu'on a fait des erreurs dans le passé qu'il faut persister cinquante ans de plus. Je suis très favorable à l'Europe mais à condition qu'elle suive un projet social clairement défini. C'est le sens du projet « social-fédéraliste » que j'ai contribué à lancer avec le « Manifeste pour la démocratisation de l'Europe », qui a rassemblé plus de 100 000 signatures. On ne peut plus se contenter d'attendre l'unanimité des pays membres pour avancer, c'est trop hypocrite et cela fait le miel des partis nationalistes. Par exemple, on ne peut plus admettre sans rien faire que certains pays nous volent une partie de notre base fiscale. Si l'on commerce avec un pays qui ne taxe pas les profits de ses entreprises, ou les émissions de carbone, on devrait pouvoir corriger ce « déficit fiscal » par une taxation. Elle n'aurait rien à voir avec le protectionnisme nationaliste à la Trump : elle serait, dans une vision universaliste, une incitation visant à tirer tout le monde vers le haut. Est-ce par crainte de détricoter l'Europe que les partis de centre gauche renoncent à leurs ambitions redistributrices ? Il y a toujours des choix possibles. Et c'est le non-choix qui fait peser la menace de détricotage de l'Europe. De ce point de vue, il ne faut pas voir le Brexit comme une lubie britannique : c'est un échec européen. L'Union n'a pas réussi à convaincre les classes populaires britanniques, qui ont voté massivement pour la sortie de celle-ci. Force est de constater que modèle européen actuel fonctionne en faveur des groupes les plus aisés et mobiles. Olivier Bonhomme pour l'Obs. La gauche ne porte-t-elle pas des ambitions, en matière d'éducation notamment, favorables aux classes populaires ? Historiquement, elle s'est construite sur l'idée d'émancipation par l'éducation. Cela explique en partie pourquoi les groupes sociaux qui ont le plus profité de cette émancipation se sont tournés vers elle. Mais il y a une hypocrisie, notamment en France : le financement de l'éducation est extrêmement inégalitaire, sans que la gauche s'en émeuve vraiment. On dépense trois fois plus d'argent, par étudiant, dans les filières classes préparatoires/grandes écoles que dans l'université, où les étudiants viennent de milieux plus défavorisés. Dans le primaire et le secondaire, même chose : plus ces écoles accueillent des enfants socialement favorisés, plus le salaire moyen par enseignant est élevé. Parce que les enseignants sont plus expérimentés, et qu'il y a plus de titulaires et moins de vacataires. Et en face, les petites primes de REP [réseau d'éducation prioritaire, ex-ZEP, NDLR] ne compensent rien. On se donne bonne conscience. La gauche brahmane a contribué au mouvement historique de massification de l'enseignement secondaire et supérieur, mais elle s'est reposée sur ses lauriers, en oubliant l'égalité réelle. Cette gauche brahmane a travaillé pour ses propres intérêts ? C'est plus subtil que ça. Comme les classes populaires arrêtent de voter, que l'électorat devient donc plus éduqué, les partis adaptent leurs programmes pour séduire celui-ci. L'oeuf et la poule... Je cherche des solutions, pas des culpabilisations. Remettre au centre la redistribution On en arrive au point où un think tank comme Terra Nova explique en 2011 dans une note que l'avenir de la gauche, ce sont désormais les diplômés, les jeunes, les femmes... mais plus les classes populaires. C'est problématique, oui. Il y a eu un défaut d'imagination, dont on est tous responsables, citoyens, journalistes, économistes, intellectuels. La panne de réflexion s'est aggravée après la chute du Mur, alors même que de nouveaux défis liés à la globalisation et à l'éducation auraient exigé un nouveau programme égalitaire. On a cessé de penser le changement de système économique. Mais après un choc de cette ampleur, il n'est pas anormal que la reconstruction intellectuelle prenne un certain temps. Le processus a heureusement commencé après la crise financière de 2008, autour des idées de socialisme démocratique, de socialisme écologique, de socialisme féministe. Les mouvements dans la jeunesse rendent optimiste. Cette gauche plus radicale, qui croise les combats écologistes, antisexistes, antiracistes, anti-islamophobie, n'est-elle pas tout aussi orpheline des classes populaires ? Pour éviter cela, il faut remettre la question de la redistribution, de l'égalité et de la propriété au centre. On ne peut pas transformer le système économique, que ce soit pour résoudre les problèmes

climatiques, les inégalités ou les discriminations, sans s'attaquer à son cœur, à la question de la diffusion de la propriété et du partage du pouvoir entre les parties prenantes des entreprises. Assigner de nouvelles missions sociales ou environnementales aux entreprises ne suffit pas si le pouvoir reste entièrement détenu par les actionnaires. On l'a vu récemment avec le départ d'Emmanuel Faber de Danone, chassé par des fonds d'investissement. Il y avait certes deux représentants des salariés au conseil d'administration de Danone, mais ils étaient deux sur seize ! C'est cela qui doit être changé. S'ils avaient été huit sur seize, ils auraient pu faire des alliances avec une partie des actionnaires. On peut s'inspirer de la cogestion allemande ou suédoise, tout en améliorant ce modèle. La victoire d'Emmanuel Macron est-elle l'aboutissement de ce phénomène de gauche brahmane ? La République en Marche a fait de façon spectaculaire la synthèse entre la gauche brahmane et la droite marchande. Elle a agrégé les groupes les plus favorisés, par les revenus, le patrimoine ou les diplômes, de droite et de gauche. Emmanuel Macron a créé la base électorale la plus favorisée de toute l'histoire électorale française. Cette fusion des élites, c'est ce que Bruno Amable et Stefano Palombarini ont appelé « le bloc bourgeois » (2). Mais combien de temps durera ce bloc ? Vous aviez plaidé pour une primaire à gauche en 2017. Le processus avait désigné un candidat socialiste, Benoît Hamon, qui n'a fait que 6 % à l'élection présidentielle. Visiblement, les classes populaires n'ont pas été séduites par le débat de la primaire. Faut-il la rééditer ? Le désenchantement des classes populaires vis-à-vis de la gauche est si grand qu'il faudra de nombreuses années pour y mettre fin. Mais les alternatives ne sont pas tellement plus solides : la droite va très mal, et le « bloc bourgeois » est dans une situation instable et fragile, comme l'a montré la crise des « gilets jaunes ». Je continue de penser que si Jean-Luc Mélenchon avait participé en 2017 à la primaire de la gauche, il aurait pu se hisser ensuite au second tour. Si une primaire avait lieu aujourd'hui, elle intéresserait encore plus d'électeurs. Mélenchon pourrait l'emporter, et dans ce cas, je le soutiendrais. On a besoin de respect à gauche : chacun des camps s'est enfermé dans l'idée qu'il détenait la vérité, en particulier sur la question européenne, alors que chacun a quelque chose à apporter. La disparition de la structuration « classiste » de la politique, souvent au profit de clivages identitaires et raciaux, ne concerne-t-elle que l'Occident ? Oui, car pendant ce temps, les démocraties dans le reste du monde ont plutôt tendance à se développer sur la base des classes sociales. C'est un des enseignements de notre livre, et l'on constate ce phénomène dans des pays aussi divers que le Nigeria, la Thaïlande, le Brésil. Même en Inde, où le poids des religions et des castes reste important, il est frappant de constater que les classes populaires hindoues et musulmanes votent pour les mêmes partis progressistes. En Inde, les brahmanes votent à droite, comme l'ensemble des classes favorisées ! C'est une leçon pour nous. Les dérives identitaires que l'on constate en Europe ou aux Etats-Unis ne sont pas une fatalité. Elles ne sont probablement que transitoires. Car les vrais enjeux politiques sont avant tout sociaux et économiques. Dans une démocratie qui s'organise sur des lignes classistes, il y a du grain à moudre, il y a un débouché politique possible. Dans une démocratie qui s'organise sur des axes identitaires, en revanche, le seul débouché est qu'un camp finisse par terrasser l'autre, d'où des polémiques stériles comme celle qui vient d'avoir lieu en France sur le prétendu islamo-gauchisme. La bonne nouvelle du livre, c'est que dans des pays du Sud qui ont la réputation d'être traversés de courants ethniques ou tribaux indéchiffrables, un processus de « classisation » du conflit politique est à l'oeuvre. Des coalitions se forment autour des intérêts communs des classes populaires, qui seront toujours plus forts que les crispations ethniques ou religieuses, car ces dernières ne produisent rien, sinon de l'affrontement stérile. Thomas Piketty, bio express Thomas Piketty est directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales et professeur à l'Ecole d'économie de Paris. Il est codirecteur du World Inequality Lab et l'auteur de best-sellers internationaux : « Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle » (Seuil, 2013) et « Capital et idéologie » (2019). Il a codirigé « Clivages politiques et inégalités sociales » (2021). Les données de ce livre sont en ligne : <https://wpid.world/fr/> Paru dans « L'OBS » du 1er avril 2021.